

Pouvoir d'emprunt—Loi

La taxe de vente sur le gazole a été elle aussi augmentée. Au coût des denrées et des produits alimentaires dans les magasins d'alimentation, il faut ajouter les frais de transport, et le gouvernement ne fait rien pour contrer l'escalade de l'inflation tandis qu'il hausse la taxe sur l'essence et le gazole.

On a découvert dernièrement que le prix de l'essence avait des conséquences sur le tourisme. Le gouvernement vient de lancer une nouvelle campagne destinée à attirer les touristes en plus grand nombre au Canada. Nous lui souhaitons bien du succès. L'essence coûtant beaucoup plus cher au Canada qu'aux États-Unis, comment le gouvernement peut-il espérer attirer autant de touristes américains dont il estime avoir besoin, s'il refuse de reconnaître que l'augmentation du prix de l'essence sera l'un des plus gros obstacles à faire accepter le Canada comme destination touristique?

● (1150)

Pour terminer, monsieur le Président, le projet de loi portant pouvoir d'emprunt est inacceptable car il fait partie d'une série de mesures qui ont allégé le fardeau des nantis et alourdi celui du reste de la société canadienne. Les libéraux trouvent cela inadmissible.

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, ce n'est pas pour souscrire à ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt que j'interviens. Les orateurs qui m'ont précédé en ont plus ou moins exposé les raisons à mon objection. Il s'impose encore une fois d'attirer l'attention sur la portée générale de la politique gouvernementale dont il est fait état dans le budget et les prévisions budgétaires qui révèlent dans quelle mesure le gouvernement a négligé d'assumer ses responsabilités à l'égard des Canadiens. En ma qualité de nouveau député, je suis très inquiet de constater à quel point les hommes politiques se laissent guider par le désir de trouver des solutions à court terme aux problèmes d'intérêt immédiat et négligent l'importance de mesures à long terme pour l'avenir du pays.

Le gouvernement se précipite pour proposer des mesures qui lui attireront l'attention et les félicitations, pourtant il néglige de se pencher sur l'avenir. Il prétend se soucier constamment de la destinée du Canada. Pourtant, les problèmes des jeunes constituent une des grandes questions à régler, si l'on veut assurer l'avenir d'un pays. Le gouvernement n'a pas jugé bon de se doter d'un programme positif pour les jeunes. Bien au contraire, il semble avoir décidé de faire une cible de ces derniers.

Je n'ai pas l'intention de reprendre les arguments dont on a déjà fait part et qu'étaient de manière tragique d'autres événements, ce qui continuera, je l'espère. Compte tenu de tout ce qui s'est produit depuis quelques semaines, peut-être que, enfin, le gouvernement verra la nécessité de mettre en œuvre un programme pour les jeunes Canadiens que ces derniers sont nombreux à réclamer.

Il importe de collaborer avec les jeunes et non pas de chercher à s'attirer leurs faveurs. Il s'impose de mettre au point, à l'échelle nationale, un système d'enseignement solide et de se doter d'une politique relative au financement de l'enseignement postsecondaire. Il est urgent que le gouvernement fédéral et ses contreparties provinciales mettent sur pied un mécanisme de financement par le biais duquel sera créé un système universitaire qui reflètera la position que doit occuper le Canada sur le plan international et qui veillera à ce que tous

les jeunes Canadiens aient la possibilité d'acquérir des aptitudes leur permettant de jouer un rôle positif dans l'économie nationale tout en réussissant leur vie.

Au lieu d'en arriver à une entente raisonnable avec les provinces, le gouvernement a en fait réduit ses subventions globales à l'enseignement postsecondaire pour les cinq prochaines années en réduisant le taux d'augmentation des paiements de transfert. La question a été abordée dans d'autres contextes dont on a parlé lors d'une dernière intervention.

Je voudrais rappeler, ce matin, que les promesses du gouvernement en matière de recherche et de développement ont été un échec retentissant. J'ai déjà dit que le gouvernement était peut-être en train de céder la place à la principauté de Monaco dans le domaine de la recherche internationale. Nous sommes déjà loin derrière tous les autres pays industrialisés du monde. Le premier ministre (M. Mulroney) l'a admis lui-même. Il a déjà dit, il y a longtemps de cela, qu'il serait peut-être nécessaire de doubler la part du produit national brut consacrée à la recherche chaque année. Depuis plusieurs mois déjà, toutes sortes de voix se font entendre pour démontrer que le Canada doit faire davantage pour instruire et former notre main-d'œuvre afin que les milieux scientifiques puissent assurer le développement économique de notre pays auquel le gouvernement prétend tenir.

Le gouvernement s'inquiète du déficit, mais il prend de bien mauvaises mesures pour l'éponger comme on l'a souvent fait valoir. Notre déficit existera toujours tant que nous n'aurons pas atteint le niveau de croissance économique dont nous sommes capables. Au demeurant, le ministre des Finances (M. Wilson) a déclaré lui-même que, depuis cent ans, nous faisons appel à nos ressources naturelles pour développer le pays, mais qu'au cours des prochaines décennies, il faudra compter sur notre sagesse et notre intelligence. Il est regrettable que le gouvernement n'ait ni la sagesse ni l'intelligence nécessaires pour assurer notre avenir.

De nombreuses études nous ont permis de cerner nos lacunes dans le domaine de la recherche. Or, si nous voulons dépasser le stade d'un pays producteur de matières premières que nous avons été naguère, nous devons former des spécialistes dans plusieurs disciplines. Nous devons consentir des efforts beaucoup plus grands pour que nos universités puissent aspirer à l'excellence en recherche scientifique et sociale.

Tout n'a été qu'illusions, désillusions et faux-fuyants. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a annoncé, dans un élan de grandiloquence, que le gouvernement allait débloquer 1 milliard de dollars de plus pour la recherche. Il nous annonce cette nouvelle alors que le Conseil national de recherches en sciences et en génie a lui-même rappelé qu'il avait besoin de 1.4 milliard de dollars de plus pour son plan de recherche quinquennal. Et le Conseil de recherches en sciences humaines a déclaré lui aussi qu'il lui fallait près de 200 millions de dollars de plus.

Or, la vérité, c'est que le Conseil national de recherches en sciences et en génie a obtenu 126 millions de dollars de plus jusqu'en 1990. Où va-t-il prendre ce milliard de dollars pour effectuer des recherches? Le gouvernement nous a jeté de la poudre aux yeux. Il n'a pas engagé grand chose dans la recherche. Si l'industrie débloque 350 millions de dollars de plus sur ce chapitre, le gouvernement en fera autant. En plus de la croissance normale des crédits promis, les fonds prévus